

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXSTONE

"Jouanlane"

40 270 Cazères-Sur-L'adour

Références : UBd40-64/2026D

Code AIOT : 0005206391

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement NEXSTONE implanté JOUANLANE 40270 Cazeres-sur-l'Adour. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 02 avril a été réalisée dans le cadre des modifications des conditions de remise en état.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- JOUANLANE 40270 Cazeres-sur-l'Adour
- Code AIOT : 0005206391
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NEXSTONE (anciennement CMGO) est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral PR/DRLP/2013/n° 370 du 19/06/2013 modifié, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Cazères-sur-l'Adour aux lieux-dits : « Luzan Nord » et « Au Tréma », sur une superficie de 29,65 ha. L'autorisation est accordée jusqu'au 02/07/2026.

La production maximale autorisée de la carrière est de 600 000 tonnes/an. Cette activité d'extraction est associée à une installation de concassage-criblage des matériaux (d'une puissance totale de 1 305 kW) et à l'exploitation d'une station de transit de produits minéraux (d'une surface inférieure à 10 000 m²).

Le site est autorisé à accueillir des matériaux inertes extérieurs à hauteur de 32 000 t/an.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 23/10/2023, article L. 512-6-1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Capacité de production et durée et garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé de modifier certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation PR/DRLP/2013/n°370 du 19 juin 2013 pour prendre en compte les modifications des conditions de remise en état et de proroger la durée d'autorisation de 6 mois, pour finaliser la remise en état et la procédure de cessation d'activité.

Il est demandé à l'exploitant de justifier avoir constitué les garanties financières pour tenir compte de la prorogation de la durée d'exploitation proposée.

Il est demandé à l'exploitant, à l'issue des travaux de remise en état, de transmettre les attestations prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : La visite d'inspection du 02 avril 2026 a été réalisée dans le cadre des modifications des conditions de remise en état.
Contexte La société GAMA, à laquelle a succédé la société NEXTONE, a été autorisé, par arrêté préfectoral PR/DRLP/2013/n°370 du 19 juin 2013, complété notamment par l'arrêté n°2022-498 en date du 02 août 2022, à poursuivre, jusqu'au 02 juillet 2026, l'exploitation de la carrière de sables et graviers associés, implantée Luzan Nord 40 270 Cazères-sur-l'Adour, et à maintenir les activités connexes, notamment l'apport de matériaux inertes extérieurs. Lors d'une précédente visite d'inspection en date du 07 novembre 2025 il avait été demandé à l'exploitant de transmettre, en prévision de la cessation d'activité à venir, le dossier prévu à l'article 13.1 de l'arrêté du 02 août 2022 : « L'exploitant doit adresser au préfet, au moins 1 an avant l'échéance de la présente autorisation, un dossier comprenant : <ul style="list-style-type: none">• la date prévue d'arrêt de l'exploitation et la date prévue pour la fin du réaménagement,• les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,• un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total,• dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement. Le mémoire sur l'état du site doit préciser notamment : <ul style="list-style-type: none">• les incidents intervenus au cours de l'exploitation,• les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu,• les mesures compensatoires et surveillances éventuellement nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement,• l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets,• l'éventuelle dépollution des sols et eaux souterraines. » Par courrier en date du 13 janvier 2026 la société NEXTONE a notifié la cessation d'activité intervenue le 24 novembre 2025 sur la totalité des parcelles, représentant une superficie totale de 119 000 m², visées par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 :

Commune de CAZÈRES SUR L'ADOUR

Section	Lieu-dit	N° de parcelle	Superficie
ZD	« Luzan Nord »	17	13 268 m ²
		21	3 230 m ²
		23	97 877 m ²
		25	4 350 m ²
		26	1 889 m ²
ZH	Au Tréma	31p	44 079 m ²
		32	19 456 m ²
		33p	38 429 m ²
		34	13 706 m ²
		35	12 774 m ²
		36p	2 116 m ²
		42	12 440 m ²
		45	560 m ²
		48p	32 367 m ²
Total			296 541 m ²

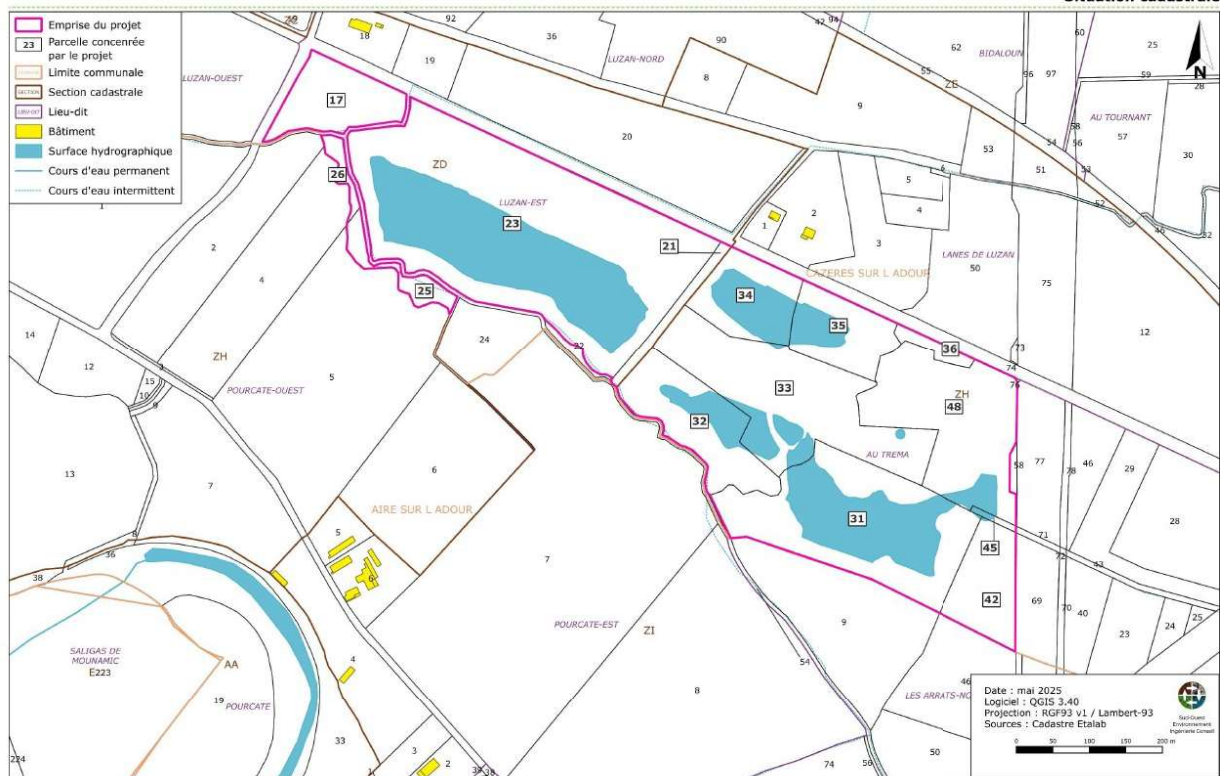


Planche 3. Situation cadastrale

Plan 1 : situation cadastrale

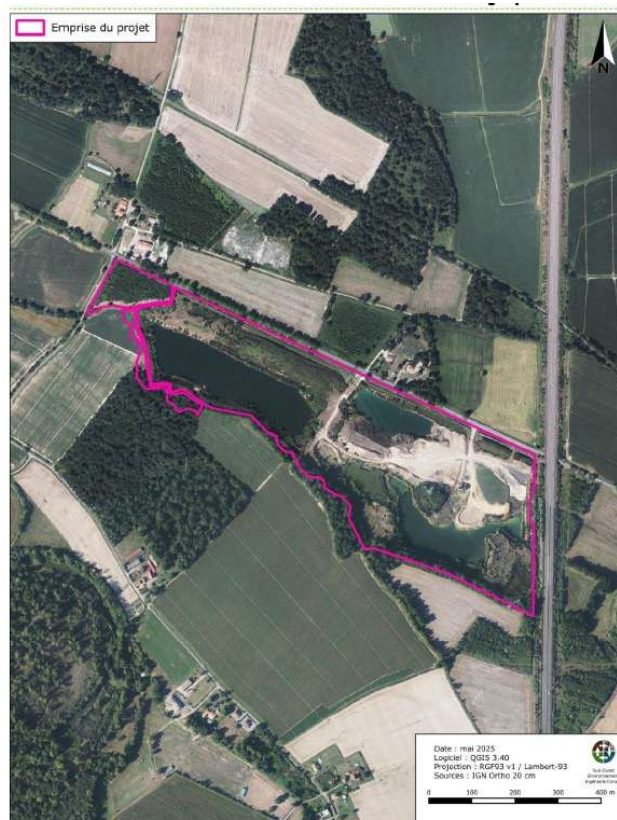


Planche 2. Photographie aérienne (19/08/2024)

Plan 2 : photographie aérienne

Conditions de remise en état

La notification de cessation des activités transmise le 13 janvier 2026 précise les mesures de sécurité et de remise en état mises en œuvre, qui sont détaillées dans le porter à connaissance de novembre 2025 (référence SOE – CERM 3914) intitulé « modification du réaménagement et arrêt d'exploitation d'une carrière de sables et graviers ».

Les modalités de mise à l'arrêt définitif et de remise en état d'une installation soumise à autorisation sont réglementées par les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du code de l'environnement. Ces dispositions imposent, depuis juin 2021, la production, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, des attestations suivantes :

- attestation de mise en sécurité appelée « ATTES-SECUR » ;
- attestation, appelée « ATTES-MEMOIRE », de l'adéquation des mesures proposées pour assurer la réhabilitation du site conformément aux mesures décrites dans un mémoire de réhabilitation ;
- attestation, appelée « ATTES-TRAVAUX », de conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation ».

Le silence gardé par le préfet vaut accord sur les travaux de remise en état.

L'entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués doit donc se prononcer sur l'adéquation des travaux de remise en état avec les dispositions prévues par l'article 13.3 de l'arrêté du 19 juin 2013 :

« Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comporte, y compris le

nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :

- création d'un plan d'eau de 10,8 ha,*
- création d'une plate-forme remblayée dont la vocation est de devenir une zone d'activités sous réserve de la réalisation d'une étude de stabilité des terrains préalablement à toute demande d'aménagement postérieure au récolement visé à l'article 13.2,*
- création d'un second plan d'eau de 4 ha au Sud de la zone d'activité,*
- remblaiement des berges avec les stériles d'exploitation, les pentes variant entre 1H/1V et 5H/1V,*
- remblayage de la plate forme Ouest du site à l'aide des fines de décantation, des stériles d'extraction et d'inertes extérieurs,*
- merlons de terre végétale régalés sur les parties émergées des berges et sur la plate-forme remblayée à l'Ouest,*
- toutes les dispositions sont prises pour éviter le développement des espèces invasives, à la fois dans les plans d'eaux et à l'extérieur de ceux-ci,*
- une partie des terrains sera enherbée spontanément et fera l'objet d'une fauche tardive,*
- la berge Sud en liaison avec le ruisseau du Bas de Bire sera plantée de bosquets afin de favoriser le corridor écologique de la ripisylve,*
- en limite Est le long de l'Autoroute A65, des arbres de haut jet seront plantés en bas de talus,*
- une haie mixte sera plantée le long de la RD824,*
- zones humides végétalisées de manière spontanée, avec une vigilance quant à l'apparition d'espèces invasives,*
- création d'un parcours de santé d'une longueur d'environ 1,8 km sur les berges du plan d'eau de 10,8 ha*
- création d'un parking pour les usagers du parcours de santé permettant l'accueil d'une dizaine de véhicules,*
- les contours du plan d'eau ne présentent pas de grande section rectiligne. »*

Or, l'exploitant a apporté des modifications aux conditions fixées à l'article 13.3 de l'arrêté du 19 juin 2013 du fait :

- de l'impossibilité technique et environnementale d'exploiter la totalité du gisement (le long de la RD 824) ;
- des volumes de remblais liés aux stériles d'extraction plus importants qu'anticipés.

Les modifications apportées aux conditions de remise en état fixées par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013, détaillées dans le porter à connaissance de novembre 2025, sont les suivantes :

1. **Partie ouest** peut être divisée en deux parties : la partie sud occupée par le plan d'eau présente une superficie plus réduite de ~ 3,7 ha au lieu de 10,8 ha, et la partie nord occupée par une butte végétalisée d'environ 4 à 5 m de hauteur sur 50 m de large, constituée avec les terres de découverte de la carrière lors de sa mise en exploitation en 2008 (environ 200 000 m³) .



Planche 4. Description photographique du site - partie ouest

Plan 3 : description des modalités de remise en état de la partie ouest

2. **Partie est** : elle est principalement composée de zones remblayées et de deux plans d'eau résiduels, dont un est localisé au nord et un autre au sud-est. Sur cette partie est se trouve notamment l'accès principal au site. Les zones remblayées, qui occupent majoritairement la partie nord-est de ce secteur de la carrière, sont relativement plates et peu végétalisées. Les installations de traitement qui étaient précédemment localisées dans cette zone ont été enlevées, à l'exception des deux cuves et du bungalow technique du clarificateur qui sont visibles sur les photos. La partie centrale non extraite de la plateforme a été aménagée en pente douce vers le sud/sud-ouest. En partie sud, elle se trouve ainsi à environ 2 m sous le niveau du terrain naturel avant mise en exploitation de la carrière. Les remblais réalisés de part et d'autre à l'est et à l'ouest ont été terrassés sensiblement à la même cote en suivant la pente vers le sud de la partie centrale. Le plan d'eau sud s'étend sur une surface d'environ 2 ha avec une zone de hauts-fonds et une jeune saulaie/peupleraie sur sa bordure ouest. L'ensemble, notamment les berges du lac, est en grande partie stabilisé et végétalisé. Le plan d'eau au nord-ouest du secteur est plus petit et couvre une surface d'environ 1 ha au lieu des 4 ha prévus dans l'arrêté préfectoral. Le stock de près de 80 000 m³ d'anciens stériles d'exploitation (grave 0/16) forme un dépôt de 10 à 15 mètres de hauteur sur une emprise d'environ 1 ha. Une partie de ce stock, située sur l'extrémité est, doit être conservée pour préserver les hirondelles de rivage qui y niche.

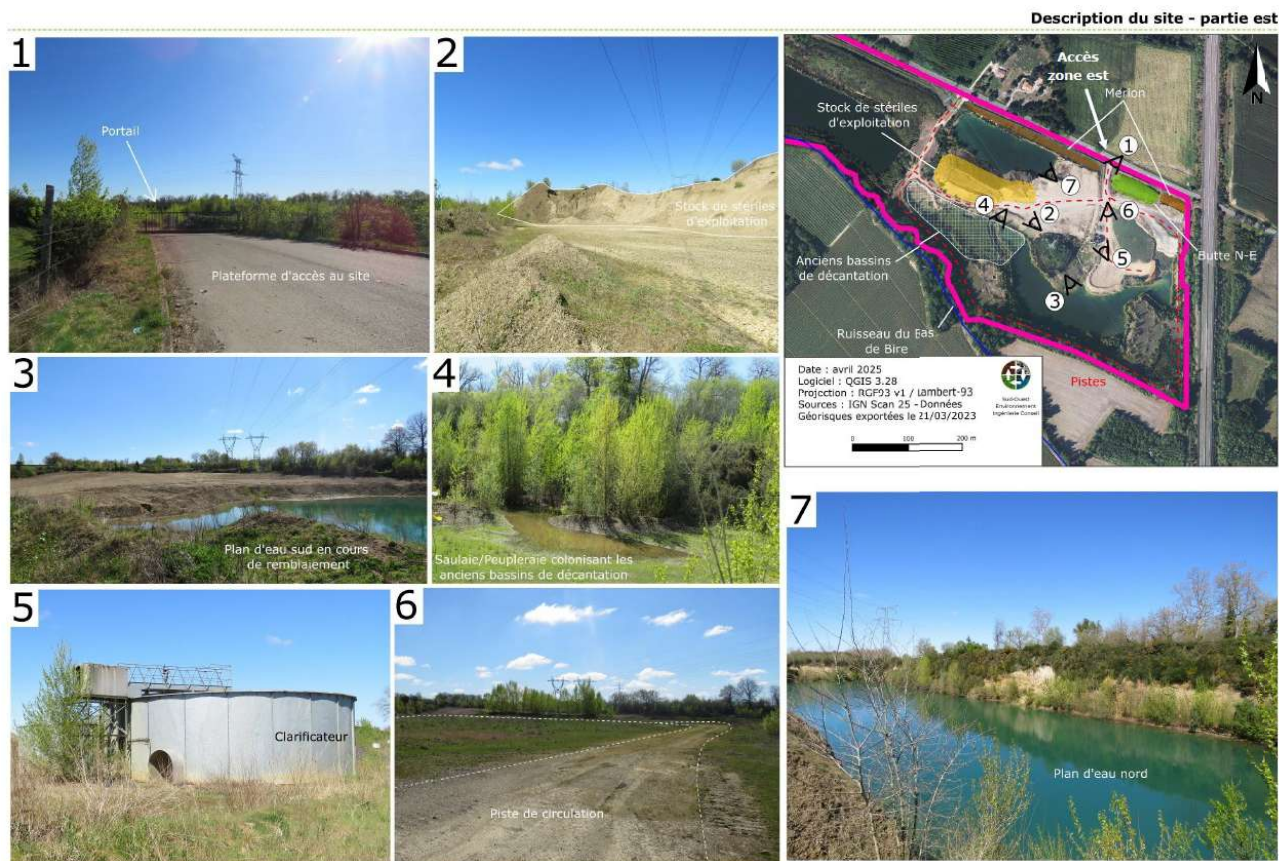


Planche 5. Description photographique du site - partie est

Plan 4 : description des modalités de remise en état de la partie est

La vocation des zones ouest et sud-est demeure dans l'ensemble inchangée, seules leurs emprises respectives et les conditions de remise en état sont modifiées :

- La vocation de la partie ouest demeure inchangée avec un réaménagement sous forme d'une zone naturelle, aménagée avec des sentiers et des trouées végétales permettant aux pêcheurs et aux promeneurs d'accéder et/ou d'observer le plan d'eau. Cette zone sera restituée à la commune comme prévu initialement.
- La vocation « écologique » de la zone sud-est est également conservée.

La vocation prévue dans la partie est évolue. En effet, le besoin de création pour la communauté de communes d'une nouvelle zone d'activités n'est plus d'actualité. Sur cette partie NEXSTONE projette ainsi d'y aménager sa propre zone d'activités avec :

- Une activité de recyclage de matériaux inertes issus du BTP (béton, tuiles, briques, cailloux, terres, ...) ;
- Une activité de stockage de déblais inertes non valorisables dans le vide de fouille ce qui permettra de remonter la cote de la plateforme au niveau du terrain naturel environnant ;
- Un écocentre pour le traitement et le recyclage de terres polluées.

Ces nouvelles activités feront l'objet d'une demande d'autorisation, après la cessation d'activité pour l'ensemble des terrains de la carrière. Une partie des terrains (ouest et sud-est) auront respectivement une vocation de zone naturelle et écologique. La plateforme conservée en partie est, permettra la mise en place de nouvelles activités qui font l'objet d'une demande séparée.

Modifications sollicitées

Le détail des modifications de remise en état sollicitées est synthétisé dans le tableau suivant :

Prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013	Remise en état prévue
Création d'un plan d'eau de 10,8 ha	Le plan d'eau de la zone ouverte au public pour la pêche et la promenade présentera une superficie de 3,7 ha
Création d'une plate-forme remblayée dont la vocation est de devenir une zone d'activités sous réserve de la réalisation d'une étude de stabilité des terrains préalablement à toute demande d'aménagement postérieure au récolement visé à l'article 13.2	Le projet de création d'une nouvelle zone d'activités sera réalisé comme prévu, au bénéfice de NEXTONE. Aucune construction n'est projeté sur les zones ayant été remblayées
Création d'un second plan d'eau de 4 ha au Sud de la zone d'activité	Le second plan d'eau présentera une superficie de 1 ha
Remblaiement des berges avec les stériles d'exploitation les pentes variant entre 1H/1V et 5H/1V	<ul style="list-style-type: none">- Plan d'eau ouest de 3,7 ha : la quasi-totalité des berges du plan d'eau présente des pentes de 1H/1V. Sur les autres berges, plusieurs petits sentiers en travers de la pente permettront un accès aux berges pour les pêcheurs- Plan d'eau sud-est de 1 ha : ce plan d'eau présente des berges avec des pentes variées comprises entre 1H/1V et 5H/1V et des zones de hauts-fonds
Remblayage de la plateforme Est du site à l'aide des fines de décantation des stériles d'extraction et d'inertes extérieurs	Conforme
Merlons de terre végétale régalés sur les parties émergées des berges et sur la plate-forme remblayée à l'Est	Maintien en place des merlons pour l'intégration paysagère de la zone d'activités
Toutes les dispositions sont prises pour éviter le développement des espèces invasives à la fois dans les plans d'eaux et à l'extérieur de ceux-ci	Conforme
Une partie des terrains sera enherbée spontanément et fera l'objet d'une fauche tardive	Conforme
La berge sud en liaison avec le ruisseau du Bas de Bire sera plantée de bosquets afin de favoriser le corridor écologique de la ripisylve	Conforme
En limite est, le long de l'autoroute A65 des arbres de haut jet seront plantés en bas de talus	Des arbres poussent spontanément le long de l'Autoroute A65 et occulte déjà pour partie les vues sur la plateforme pour les usagers
Une haie mixte sera plantée le long de la RD824	La butte et les merlons présents en limite de la RD 824 sont tous végétalisés et permettent déjà une bonne intégration de la future zone

Avis de l'inspection des installations classées

Conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement, la société NEXTONE a porté à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, le projet de modification des conditions de remise en état de la carrière de sables et graviers exploitée sur la commune de Cazère-sur-l'Adour.

Au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement, les modifications envisagées :

- ne constituent pas une extension de l'exploitation et ne doit pas faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;
- ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Au regard des critères de l'article R.181-46 du code de l'environnement, la modification des conditions de remise en état n'est pas jugée comme une modification substantielle.

Il est nécessaire de modifier trois prescriptions de l'arrêté d'autorisation PR/DRLP/2013/n°370 du 19 juin 2013, pour prendre en compte les modifications des conditions de remise en état.

Les trois modifications de l'arrêté d'autorisation PR/DRLP/2013/n°370 du 19 juin 2013, portent sur (les prescriptions ajoutés sont surlignées en jaune et celle supprimées sont barrées) :

1. article 13.3

« Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, **modifiée par le dossier SOE-CERM 3914 de novembre 2025 susvisé**, la remise en état, **schématisée sur le plan joint en annexe**, comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :

- création d'un plan d'eau de ~~10,8~~ **3,7** ha,
- création d'une plate-forme remblayée dont la vocation est de devenir une zone d'activités ~~sous réserve de la réalisation d'une étude de stabilité des terrains préalablement à toute demande d'aménagement postérieure au récolement visé à l'article 13.2,~~
- création d'un second plan d'eau de **4 1** ha au Sud de la zone d'activité,
- remblaiement des berges avec les stériles d'exploitation, les pentes variant entre 1H/1V et 5H/1V,
- remblayage de la plate forme Est du site à l'aide des fines de décantation, des stériles d'extraction et d'inertes extérieurs,
- ~~merlons de terre végétale régalez sur les parties émergées des berges et sur la plate forme remblayée à l'Ouest~~ **maintien en place des merlons pour l'intégration paysagère de la zone d'activités,**
- toutes les dispositions sont prises pour éviter le développement des espèces invasives, à la fois dans les plans d'eaux et à l'extérieur de ceux-ci,
- une partie des terrains sera enherbée spontanément et fera l'objet d'une fauche tardive,
- la berge Sud en liaison avec le ruisseau du Bas de Bire sera plantée de bosquets afin de favoriser le corridor écologique de la ripisylve,
- en limite Est le long de l'Autoroute A65, des arbres de haut jet seront, **en tant que de besoin,** plantés en bas de talus, **pour assurer l'intégration paysagère du site,**
- ~~une haie mixte sera plantée le long de la RD824,~~
- zones humides végétalisées de manière spontanée, avec une vigilance quant à l'apparition d'espèces invasives,
- ~~création d'un parcours de santé d'une longueur d'environ 1,8 km sur les berges du plan d'eau de 10,8 ha,~~
- création d'un parking **d'une zone de stationnement** pour les usagers du ~~parcours de santé~~ **plan d'eau** permettant l'accueil d'une dizaine de véhicules,
- ~~les contours du plan d'eau ne présentent pas de grande section rectiligne. »~~

2. article 2.4

La durée de validité de l'autorisation d'exploité prévue à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 a été prorogé de 3 ans par arrêté préfectoral DCPAT-BDILT n°2022-498 du 2 août 2022, soit jusqu'au 2 juillet 2026.

Afin de permettre à l'exploitant de mener à son terme la remise en état du site et la procédure de cessation d'activité, nécessitant la production d'attestations par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, il est proposé de proroger de 6 mois la durée de l'autorisation d'exploiter. Il est proposé de modifier le premier alinéa de l'article 2.4 :

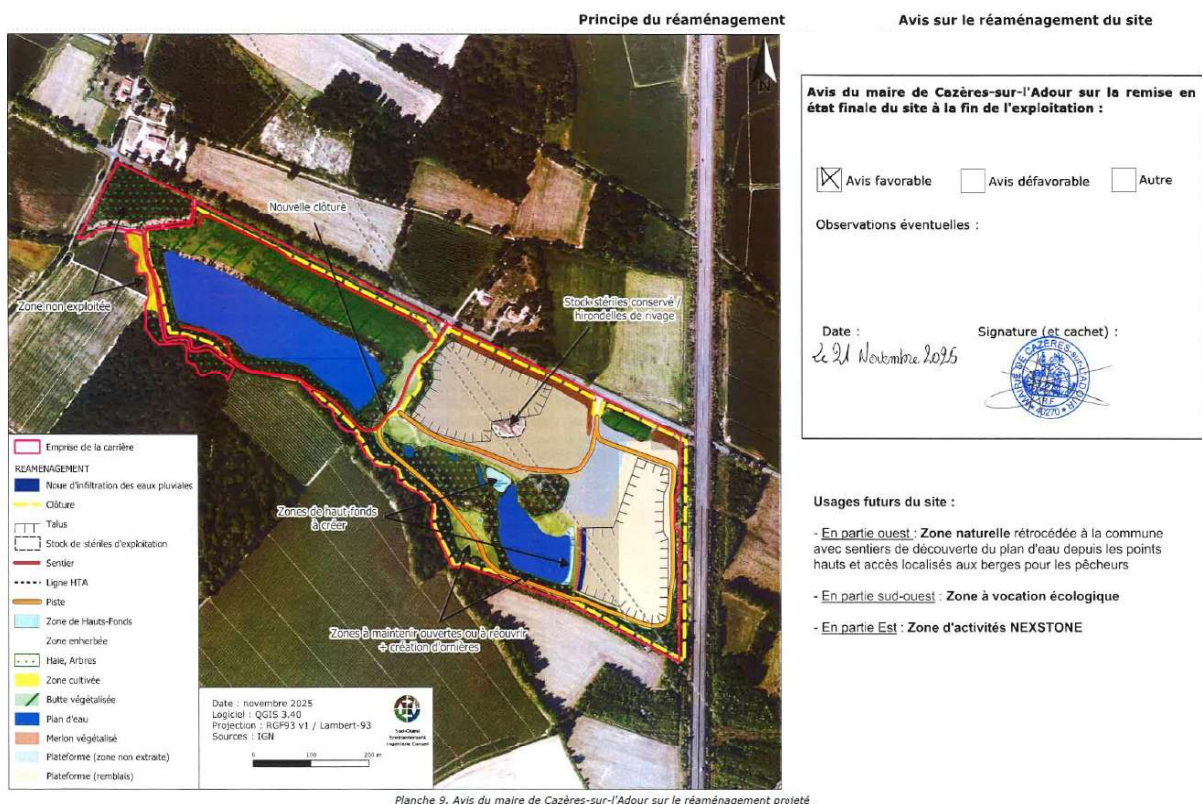
« L'autorisation d'exploiter est accordé sous réserve des droits des tiers jusqu'au 2 juillet 2023 **janvier 2027**. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire. »

3. plan de remise en état

Le plan de remise en état joint en annexe de l'arrêté du 19 juin 2013 modifié est remplacé par le plan 4 ci-dessus.

Le maire de la commune de Cazères-sur-l'Adour a émis un avis favorable, en date du 21 novembre 2025, à la demande de modification des conditions de remise en état schématisées sur le plan 4, pour les usages futurs du site suivants :

- En partie Ouest : zone naturelle rétrocédée à la commune avec sentiers de découverte du plan d'eau depuis les points hauts et accès localisés aux berges pour les pêcheurs ;
- En partie Sud-Ouest : zone à vocation écologique ;
- En partie Est : zone d'activités Nextone.



Conclusion et proposition

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet des Landes de prescrire en application de l'article R.185-45 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral complémentaire, suivant le projet joint au présent rapport, permettant d'encadrer cette modification.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter la CDNPS sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : modification des prescriptions de l'autorisation d'exploiter

Proposition de suites : Demande d'avis de l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/10/2023, article L. 512-6-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'une installation autorisée avant le 1^{er} février 2004 est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation.</p> <p>A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au premier alinéa, lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>Toutefois, dans le cas où la réhabilitation prévue en application de l'alinéa précédent est manifestement incompatible avec l'usage futur de la zone, apprécié notamment en fonction des documents d'urbanisme en vigueur à la date à laquelle l'exploitant fait connaître à l'administration sa décision de mettre l'installation à l'arrêt définitif et de l'utilisation des terrains situés au voisinage du site, le préfet peut fixer, après avis des personnes mentionnées au premier alinéa, des prescriptions de réhabilitation plus contraignantes permettant un usage du site cohérent avec ces documents d'urbanisme.</p> <p>Pour un nouveau site sur lequel les installations ont été autorisées à une date postérieure de plus de six mois à la publication de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, l'arrêté d'autorisation détermine, après avis des personnes mentionnées au premier alinéa, l'état dans lequel devra être remis le site à son arrêt définitif. A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au même premier alinéa, l'usage retenu pour déterminer l'état dans lequel devra être mis le site est un usage comparable à celui des installations pour lesquelles une autorisation est demandée. Lorsqu'ils estiment que la réhabilitation ainsi prévue est manifestement incompatible avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme le justifient au regard de l'usage futur de la zone, tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le représentant de l'État dans le département peut alors fixer, après avis des personnes mentionnées au même premier alinéa, des prescriptions de réhabilitation plus contraignantes permettant un usage du site cohérent avec ces documents d'urbanisme.</p> <p>L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières. Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application du présent alinéa.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modalités de mise à l'arrêt définitif et de remise en état d'une installation soumise à autorisation sont réglementées par les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du code de l'environnement. Ces dispositions imposent, depuis juin 2021, la production au fur et à mesure de l'avancement des travaux de remise en état, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, des attestations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• attestation de mise en sécurité appelée « ATTES-SECUR » ;

- attestation, appelée « ATTES-MEMOIRE », de l'adéquation des mesures proposées pour assurer la réhabilitation du site conformément aux mesures décrites dans un mémoire de réhabilitation ;
- attestation, appelée « ATTES-TRAVAUX », de conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation ».

Il est demandé à l'exploitant, de transmettre chacune des attestations prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, de transmettre, au fur et à mesure de l'avancement des travaux de remise en état, chacune des attestations prévues aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.516-1
Thème(s) : Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations mentionnées aux articles L. 229-32 et L. 515-36, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières. Ces garanties sont destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients de chaque catégorie d'installations, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la réhabilitation après fermeture. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.</p> <p>Un décret en Conseil d'État détermine la nature des garanties et les règles de fixation de leur montant. Ce décret fixe les conditions dans lesquelles les sommes versées au titre des garanties financières sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, et les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective.</p> <p>Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La durée de validité de l'autorisation d'exploité prévue à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 a été prorogée de 3 ans par arrêté préfectoral DCPAT-BDILT n°2022-498 du 2 août 2022.</p> <p>Il est proposé (constat n° 1) de proroger de 6 mois la durée de l'autorisation.</p> <p>Les garanties financières ont été constituées jusqu'au 02 juillet 2026. L'exploitant devra constituer de nouvelles garanties financières, prescrites à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, jusqu'à la remise en état finale du site, en tenant compte de la prorogation de 6 mois proposée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet des Landes, l'acte de cautionnement justifiant des garanties financières jusqu'à la remise en état finale du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois